

Fiscalité : le vrai-faux modèle allemand

La Cour des comptes examine la convergence fiscale franco-allemande. Les Français sont-ils vraiment prêts à en accepter les sacrifices ?



La Cour des Comptes, qui nous a déjà fourni un rapport 2011 assez gratiné, nous offrira vendredi 4 mars son analyse sur la convergence fiscale franco-allemande réclamée par Nicolas Sarkozy le 21 juillet 2010 dernier. **L'idée officielle est d'aligner la fiscalité française sur l'allemande pour améliorer la compétitivité du pays.**

Avant que ce rapport, qui sera épluché par la presse et les politiciens, ne soit glissé sous une armoire ministérielle pour la caler, on imagine bien qu'il va présenter une comparaison millimétrée des deux systèmes fiscaux. Travail titanesque s'il en est que d'étudier des milliers d'articles écrits en tout petit sur papier bible des deux côtés du Rhin, mais on peut déjà, sans l'avoir lu, brosser les tendances de cette étude sans trop se risquer.

Des mesures impopulaires

On sait ainsi que le niveau de prélèvements obligatoires était en 2008 de 42,8% du PIB en France et de 39,5% en Allemagne, et que le taux de dépenses publiques y était inférieur de 8 points. On voit déjà la somme d'efforts à faire pour aligner la France : diminuer d'au moins un point de PIB les cotisations sociales qui pèsent sur les entreprises, de plus de trois points celles qui s'abattent sur le patrimoine, réduire d'au moins 10% l'impôt sur les sociétés, ...

Comme on le voit, aucune de ces mesures ne sera populaire.

En réalité, cette convergence, bien que souhaitable économiquement, est un pur pari politique pour Nicolas Sarkozy qui voit sa popularité visiter les catacombes républicaines à mesure que la dette du pays explose, les déficits sociaux s'accumulent et le chômage grimpe : **si elle est lancée, rien ne garantit que ses effets se feront sentir avant les élections de 2012, mais tout montre que les premières gagnantes d'une telle convergence seraient les entreprises et ceux qui les possèdent.**

Or, et c'est la majeure différence entre les deux pays, les Français ne sont pas prêts à concéder, en pleine crise, la moindre latitude à ceux qu'ils considèrent comme riches. Même si ces entreprises convertiront ensuite cette latitude en emplois, en hausses de salaires, en amélioration de leur situation, le biais socialiste est si fort en France que l'on préférera nous rejouer une lutte des classes poussièreuse et des histoires à la graine de Germinal plutôt qu'admettre que seules les entreprises créent de l'emploi et qu'il est impératif de les choyer.

D'ailleurs, il n'est qu'à constater les cris d'orfraie et les grincements de dents cycliques, tant chez quelques députés de la majorité que chez tous ceux de l'opposition, dans une majorité écrasante de la presse, et dans les sondages dès qu'on évoque la suppression de l'ISF, impôt pourtant disparu partout ailleurs en Europe, conjointe à celle du bouclier fiscal, pour comprendre que **seul le minimum sera toléré en matière de réduction des ponctions fiscales vexatoires qui s'abattent en France sur l'appareil productif.**

En réalité, ce que montrent ces gesticulations qui n'aboutiront probablement à rien de concret, c'est que tout le monde a conscience que l'Europe permet une mise en concurrence de ses systèmes fiscaux et que la France sort perdante face à l'Allemagne.

Des différences sociétales

Malheureusement, tant pour Nicolas Sarkozy que pour l'ensemble des Français, les écarts France - Allemagne ne sont pas que fiscaux. Ils sont surtout sociétaux.

Le modèle allemand, issu d'une longue tradition protestante, est ouvertement basé sur l'enrichissement personnel par le travail. Là-bas, capitaliste ou libéral ne sont pas des insultes. Y travailler plus de 35 heures n'est pas un scandale et même les syndicats visent à sauvegarder l'entreprise avant de défendre leurs intérêts politiques spécifiques.

Le modèle français de son côté est jacobin assumé et collectiviste en diable, et place avant tout l'accent sur la protection sociale à tout prix et la solidarité forcée, égalitariste et universelle, dont les taxes, ponctions et impôts sont les vecteurs.

Toute réforme fiscale qui oubliera cette différence fondamentale est d'avance vouée à l'échec, pire, aux compromis nanométriques qui la dilueront jusqu'à sa totale innocuité.

